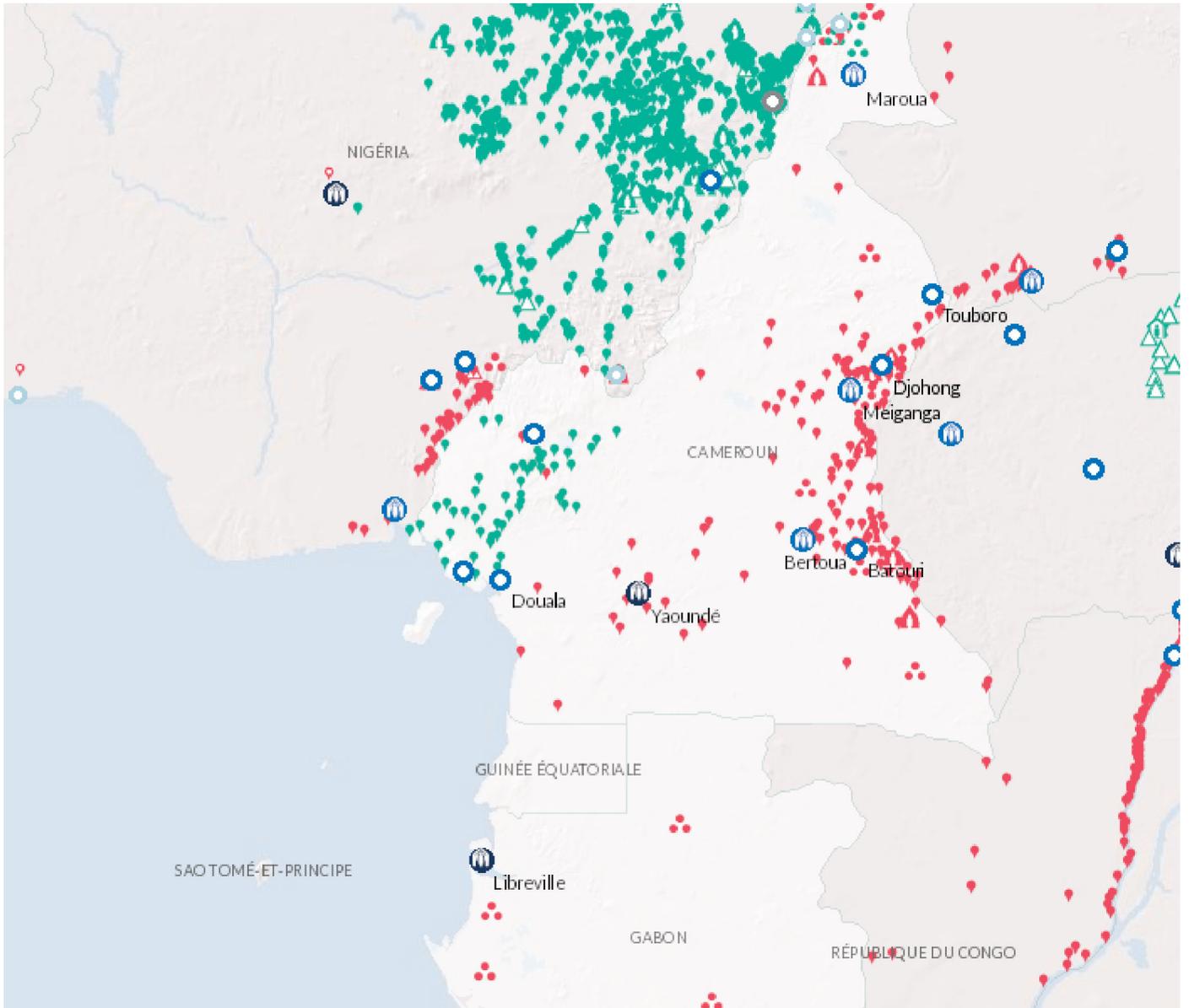




Résumé du plan 2020

9/1/2020

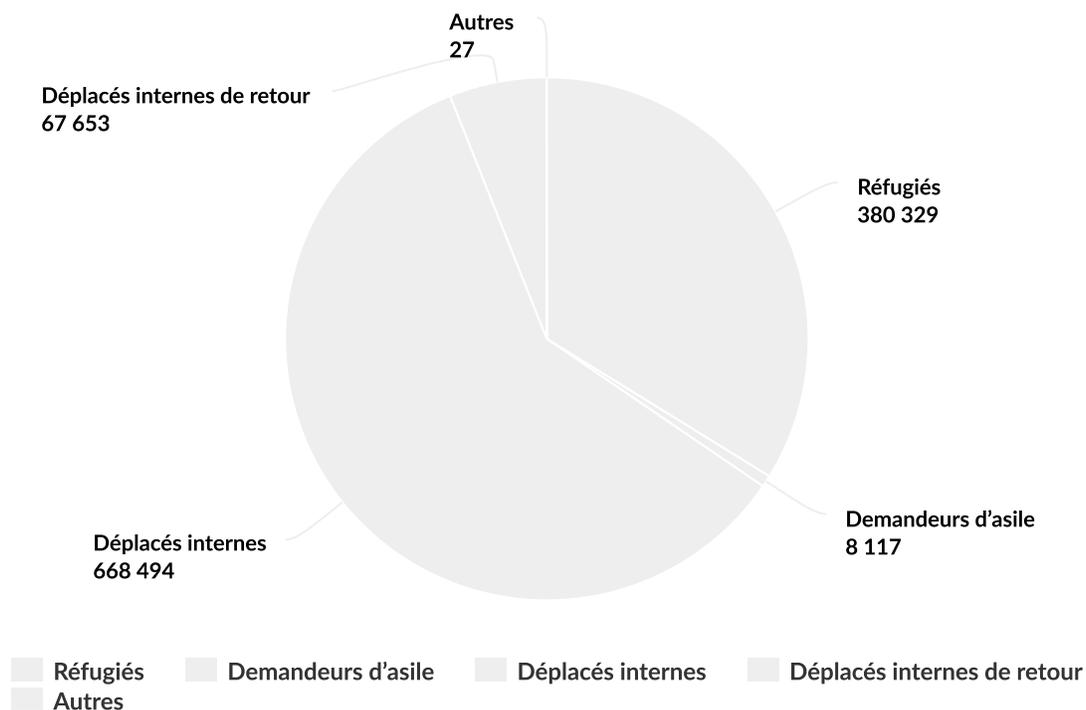
Opération: Cameroun



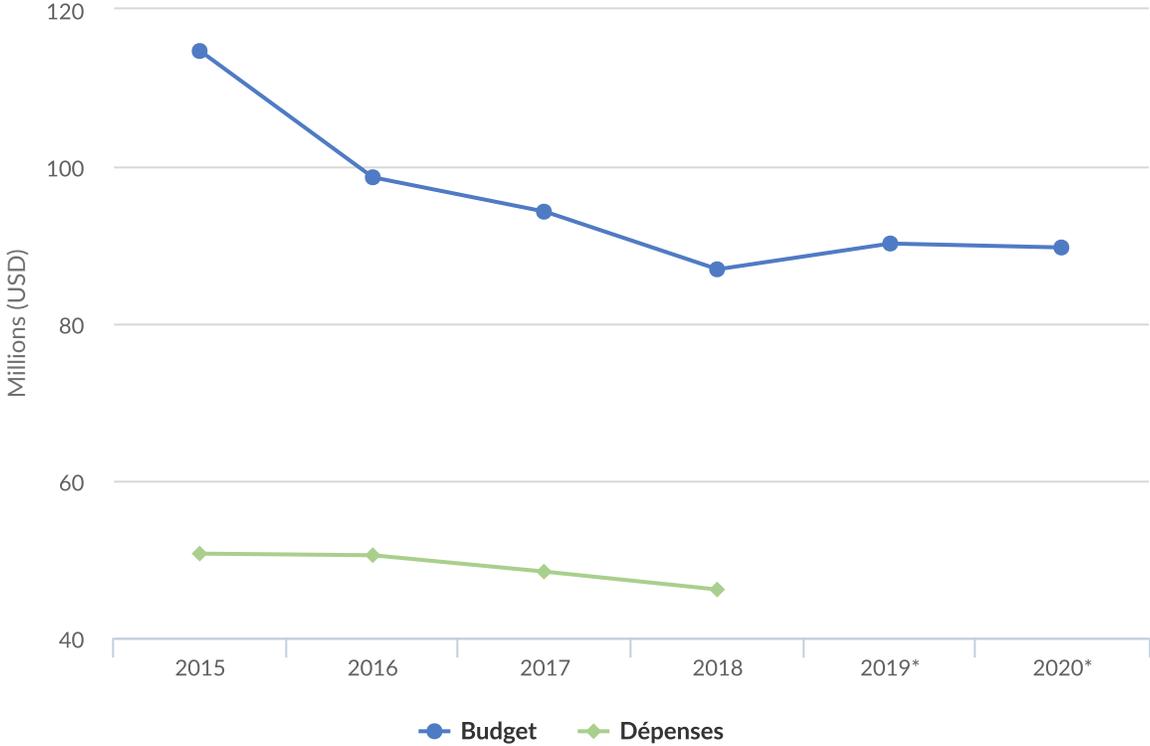
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 88% EN 2018

2018	1,124,620
2017	598,570
2016	595,935



Budgets et Dépenses - Cameroun



Chiffres clés

- 20 000 réfugiés de la RCA recevront des informations sur les conditions de retour et les plans de retour.
- 9000 déplacés internes recevront des documents d'identité
- 4000 réfugiés de la RCA recevront des kits de production ou des moyens de production pour les activités agricoles, d'élevage et de pêche.
- 3000 apatrides bénéficieront d'une assistance en matière d'enregistrement d'état civil ou de documents d'état civil
- 28 foyers de réfugiés nigériens auront accès à des sources d'énergie alternatives ou renouvelables

Environnement opérationnel

La crise qui sévit actuellement au Cameroun a débuté en octobre 2016, lorsque des enseignants et des avocats des régions anglophones se sont élevés contre la marginalisation qu'ils ressentaient au Cameroun en tant que minorité dans un pays à majorité francophone. La crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun a déplacé 530 000 personnes à l'intérieur du pays, et 35 000 d'entre elles sont passées au Nigeria. La majorité des personnes déplacées sont des femmes et des enfants. Le 10 septembre 2019, le président du Cameroun a appelé à un dialogue national pour résoudre la crise.

Dans la région de l'Extrême-Nord, quelque 104 880 réfugiés nigériens ont fui l'insurrection de Boko Haram et se sont installés dans le camp de réfugiés de Minawao et dans les communautés d'accueil, tandis que 262 830 personnes sont toujours déplacées internes. Les troubles politiques en République centrafricaine (RCA) ont également poussé quelque 285 170 Centrafricains à se réfugier dans la région de l'Est du Cameroun. Le Cameroun accueille également près de 25 520 réfugiés urbains issus de divers pays de la sous-région, installés principalement à Douala et à Yaoundé. Il y a également quelque 8800 demandeurs d'asile.

L'une des principales hypothèses de planification repose sur le maintien de la stabilité politique et économique actuelle en 2020. Parallèlement, au-delà des frontières nationales, les conditions de sécurité actuelles dans les États de l'est du Nigeria et de l'ouest de la RCA devraient rester similaires jusqu'en 2020. Si les conditions de sécurité actuelles persistent ou s'améliorent dans les pays d'origine en 2020, une augmentation des retours volontaires est à prévoir.

Le niveau d'acceptation des réfugiés par l'État et les communautés d'accueil demeure élevé. Cependant, la pression exercée sur les ressources et les services, le sentiment que l'assistance privilégie les réfugiés, la flambée de l'insécurité et de la criminalité conjugués aux fortes allégations de culpabilité des réfugiés, ont altéré la cohabitation pacifique des populations.

Des comités conjoints et des forums de paix ont été mis en place pour renforcer les relations pacifiques entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Les autorités administratives, judiciaires et militaires continueront à recevoir une formation sur la protection internationale, les droits et les devoirs des réfugiés afin de maintenir un environnement de protection favorable. Les services de santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau, les statistiques de l'État civil, l'hygiène et l'assainissement seront renforcés pour les deux communautés afin de réduire la pression créée par l'afflux des réfugiés.

Le HCR insiste et plaide auprès du Ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, des donateurs et des acteurs du développement en faveur de l'autonomie financière des personnes relevant de sa compétence et de leur intégration dans les programmes nationaux pertinents. Cette stratégie fait suite à une longue phase de recherche qui comprenait une enquête auprès des communautés.

Priorités principales

Depuis 2016, le Cameroun s'est engagé dans un processus d'enregistrement et de détermination du statut de réfugié afin de mettre en place des procédures nationales d'asile équitables et efficaces. Ce processus a commencé pour les réfugiés vivant dans les zones urbaines de Yaoundé et s'étendra aux zones rurales d'ici 2023. Le HCR continue de délivrer des cartes d'identité aux réfugiés, malgré les difficultés rencontrées pour faire reconnaître ces documents par les forces de sécurité.

Parvenir à inclure économiquement les réfugiés et à améliorer leurs moyens de subsistance, tout en réduisant leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire, requiert la collaboration d'un large éventail de partenaires, et le HCR coopère donc avec le Gouvernement, les donateurs, les agents du développement et les autres agences des Nations Unies.

L'accord tripartite conclu en mars 2017 entre les Gouvernements camerounais et nigérian et le HCR pour le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens vivant au Cameroun a facilité le retour volontaire de 133 d'entre eux en août 2019. En juin 2019, un accord similaire a été signé entre les gouvernements du Cameroun et de la RCA et le HCR pour le rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains vivant au Cameroun. Plus de 4000 personnes devraient rentrer en RCA d'ici la fin de 2019, et des milliers d'autres réfugiés au Cameroun pourraient regagner leur lieu d'origine en 2020 si les conditions de sécurité le permettent.

Une nouvelle convention-cadre conclue avec le Ministère camerounais de la Santé sera finalisée en 2020, ce qui permettra d'étendre les activités du Gouvernement en matière de santé à d'autres régions où les réfugiés sont présents, comme l'Extrême-Nord ainsi que dans les villes de Douala et Yaoundé. En principe, les réfugiés seront également couverts par un régime de couverture maladie universelle planifié par le Ministère de la Santé.

Le HCR est engagé dans la délivrance de documents civils afin de prévenir l'apatridie et de garantir la jouissance des droits sociaux fondamentaux, notamment l'éducation. Les centres d'enregistrement d'état civil ne disposent cependant pas des ressources nécessaires pour répondre à la demande d'actes de naissance tant de la part des réfugiés que de la population hôte. En 2020, le HCR : continuera à sensibiliser les réfugiés à l'enregistrement des naissances au sein des centres de santé, aidera les réfugiés à obtenir les certificats de naissance de leurs enfants et à en payer les frais, apportera son soutien aux tribunaux itinérants, appuiera la diffusion et la création de registres de l'état civil, organisera six ateliers sur la documentation civile à l'intention des autorités locales et encouragera la création de centres d'état civil à proximité des sites accueillant des réfugiés.

Un protocole de partage des données a été signé en mars 2019 avec les autorités camerounaises, octroyant ainsi des cartes d'identité aux réfugiés. Pour s'assurer que chaque réfugié reçoive ce document, le HCR : fournira l'équipement nécessaire à la production des documents et en financera l'entretien et la réparation ; encouragera les personnes vivant dans des camps de réfugiés à renouveler leurs cartes d'identité de réfugiés et leurs livrets de famille, et organisera des ateliers destinés à renforcer la capacité du personnel du Gouvernement à délivrer des cartes biométriques aux réfugiés.

Les activités destinées à renforcer les moyens de subsistance et à générer des revenus comprendront : faciliter la fourniture de semences améliorées dans au moins trois filières agricoles et d'outils agricoles à 20 000 foyers ; développer des projets de production hydro-agricole pour des cultures hors-saison, afin de constituer des pools d'entrepreneurs agricoles ; développer les petites et microentreprises en facilitant l'accès au financement ; encourager les associations volontaires d'épargne et de crédit ; former les jeunes aux petits métiers et accompagner leur insertion sociale et professionnelle. En 2020 et 2021, le HCR s'efforcera de multiplier les partenariats novateurs avec des banques qui pratiquent le financement rural.

Le HCR se concentrera sur le développement des aides en espèces, les faisant passer de 14% en 2019 à 20% en 2020. Cela permettra de diversifier les secteurs et d'augmenter le nombre de bénéficiaires, y compris ceux d'un projet de réseau social actuellement à l'essai.
